

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES**

du

MERCREDI 12 JANVIER 2011

Après-midi

**COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

van

WOENSDAG 12 JANUARI 2011

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 05 sous la présidence de Mme Nadia Sminate.

01 Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la lutte contre la fraude aux titres-services" (n° 1962)

01.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Il existe, aujourd'hui, plus de 2 600 entreprises actives dans le secteur des titres-services. Pas plus que d'autres, ce secteur n'échappe à la fraude. Ainsi, des entreprises malhonnêtes ne paient pas de cotisations à la sécurité sociale et accumulent les dettes à l'ONSS. On parle aussi de carrousels et d'abus dans les déclarations des heures et des prestations. Il m'est revenu que la lutte contre la fraude sociale dans ce secteur porterait ses fruits.

Combien d'infractions ont-elles été constatées depuis 2008 et quelles sont-elles? Combien d'entreprises ont-elles perdu leur agrément, sur quelle base et quelle est la répartition par Région? Combien de décisions de récupération ont-elles été prises depuis 2008 et sur quels montants portaient-elles?

Grâce au croisement des banques de données et à une meilleure coordination de la lutte contre la fraude, plus de 20 millions ont pu être récupérés en 2009. Quel est le montant équivalent pour 2010 et quelle proportion concernait la fraude liée aux titres-services? Le solde des récupérations peut-il être ventilé selon la nature de la fraude?

Quelles mesures ont été prises pour lutter contre les abus? Quelles sont les incidences budgétaires depuis 2008? Quelles sont les prévisions pour 2011 en ce qui concerne tant la lutte contre la fraude aux titres-services que le croisement de bases de données, le tout réparti par phénomène de fraude?

Président: Yvan Mayeur.

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le secteur des titres-services est une histoire à succès puisqu'il concerne 2 600 entreprises, 120 000 travailleurs et plus de 650 000 utilisateurs. À l'instar de tout secteur important, celui-ci est également sensible à la fraude. Nous avons pour cette raison consacré le point d'action 52 du premier plan d'action 2008-2009 à la lutte contre les abus et la fraude aux titres-services. Un groupe de travail permanent réunissant des représentants du SPF Sécurité sociale, de l'ONSS, du SPF ETCS et du fisc a été mis sur pied sous la présidence de l'ONEm. Des mesures préventives peuvent ainsi être prises en commun en vue d'éviter au maximum les abus et la fraude. Une collaboration et un échange de données intenses se sont installés entre ces institutions, permettant des contrôles communs mieux organisés et structurés. Une formation spécifique sur la réglementation applicable aux titres-services a également été organisée.

Le problème du croisement des bases de données disponibles a été évoqué au sein du groupe de travail. L'échange électronique systématique de données entre les différentes institutions impliquées, en cours de développement, permettra de donner un aperçu complet des dettes sociales et fiscales des entreprises concernées.

Grâce à ce groupe de travail, le nombre de contrôles a également pu être augmenté.

Les services de l'inspection sociale consacrent également davantage d'attention à la prévention de la fraude. Depuis fin mai 2009, l'ONEm invite tous les gérants qui introduisent une demande d'agrément à venir assister à une session d'information centralisée, au cours de laquelle les droits et les devoirs de l'entreprise de services sont exposés en détail. Toute nouvelle entreprise reçoit, dans le mois, la visite d'un contrôleur et un contrôle préalable est effectué pour vérifier si le personnel est inscrit et si le nombre de titres-services correspond bien au nombre d'heures prestées. Si tel n'est pas le cas, aucun paiement n'est effectué. Les contrats de travail, les activités pratiquées, le règlement de travail et d'autres points encore sont également contrôlés.

Outre ces premiers contrôles, des vérifications approfondies sont aussi menées sur la base de plaintes, de détection de fraudes et de coups de sonde. Le nombre de contrôles approfondis est progressivement augmenté. En 2008, 300 entreprises de titres-services ont été soumises à un contrôle approfondi. En 2009, ce chiffre s'élevait à 457 et en 2010, à plus de 600. Tout secteur occupant un nombre important de travailleurs, avec un gros chiffre d'affaires et bénéficiant de subsides de l'État est sensible à la fraude. Nous essayons de réduire au maximum les possibilités de fraude et d'abus.

En 2008, 181 infractions ont été constatées. En 2009, ce chiffre s'élevait à 204 et en 2010, le chiffre provisoire est de 228. Des chiffres détaillés ne sont pas disponibles mais une distinction est opérée entre les infractions administratives et les infractions graves, telles que la prestation d'activités interdites ou d'activités à des endroits interdits.

Sont considérées comme des infractions administratives notamment le non-respect des contrats de travail ou la délivrance des titres-services avant même l'exécution des prestations.

Jusqu'à présent, ces infractions se sont soldées par 70 retraits d'agrément dont 63 retraits d'office pour dettes auprès de l'ONSS ou l'ONEm et 7 sur avis de la Commission d'agrément. Notre but est de limiter et récupérer les pertes subies par les pouvoirs publics ou la sécurité sociale. Il y a un réel problème quand une entreprise de titres-services perçoit de l'argent des pouvoirs publics mais ne paie pas ou pas suffisamment de cotisations sociales. Une intervention s'impose dans de tels cas.

En 2008, 43 récupérations ont été effectuées pour un montant de 2 949 499 euros. En 2009, 35 récupérations pour un montant de 3 584 829 euros et les 93 récupérations effectuées au 30 septembre 2010 représentent un montant de 3.820.874 euros. Le total pour 2010 est estimé à 5,5 millions d'euros. L'amélioration du suivi administratif, l'intensification des contrôles, la réduction des cas d'abus et de fraudes devraient se solder par un recouvrement estimé à 4 millions d'euros pour 2011.

Un progrès important a dès lors été engrangé et les perspectives d'avenir sont favorables.

01.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Quand l'échange électronique automatique de données sera-t-il mis en œuvre? Quelle est la cause spécifique du doublement des recouvrements et de l'augmentation spectaculaire de leur solde?

01.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'échange de données revêt un caractère à la fois juridique et technique. Les délégations ont pour la plupart été octroyées. Quant au logiciel, on y travaille.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 14 h 22 à 15 h 28.

02 Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le congé parental et le congé d'accueil pour les parents nourriciers" (n° 741)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Le plus souvent, les parents nourriciers accueillent des enfants temporairement. Certains parents nourriciers demandent un congé parental auprès de l'ONEm mais, apparemment, l'ONEm

ne l'accorde plus et les intéressés ne reçoivent plus l'allocation y afférente. Pour justifier son refus d'accorder le congé parental aux parents nourriciers, l'ONEm invoque l'absence de base légale. Les parents nourriciers ne sont pas, en effet, des parents légaux. Ce changement de situation a amené les parents nourriciers à remettre sous les feux des projecteurs leur tâche et son importance pour la société. Ils estiment avoir droit au congé parental, compte tenu de la tâche importante qu'ils accomplissent et de l'engagement qu'ils prennent en offrant à des jeunes un accueil temporaire et de qualité. Par ailleurs, il existe un "congé d'accueil" limité, un congé de circonstance de six jours auquel on peut prétendre dans des situations spécifiques, et que les parents nourriciers peuvent obtenir.

Lorsque les parents nourriciers accueillent des enfants pour une longue période, ils doivent quand même bénéficier de toute une série de droits, au même titre que les parents légaux?

Quelles décisions l'ONEm a-t-il prises en 2010 avant que le congé parental pour les parents nourriciers ait subitement été supprimé? Combien de demandes ont été déposées, refusées et octroyées? Existe-t-il une tendance au sein de l'ONEm de ne plus octroyer le congé parental aux parents nourriciers et dans l'affirmative, sur quelle base?

Est-il possible d'élargir ou d'assouplir le congé d'accueil? Quelle est la position de la ministre dans ce dossier? Des calculs financiers ont-ils éventuellement été réalisés à ce sujet?

02.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Nul ne nie l'importance des parents nourriciers. À la suite d'une décision administrative, ils ne peuvent toutefois plus recourir au congé parental depuis le mois de juin 2010 mais uniquement au congé nourriciers. J'ignore combien d'enfants et de parents nourriciers sont concernés, mais je demanderai que l'on examine la possibilité d'octroyer le congé parental aux parents nourriciers également. Il ne s'agit en effet que d'un nombre limité de cas par an. Je demanderai à l'ONEm d'examiner si la réglementation peut être adaptée en affaires courantes. Le problème réside surtout dans l'interprétation du mot "enfant", mais il est clair que les personnes qui s'engagent d'un point de vue sociétal ne peuvent être lésées.

02.03 Sonja Becq (CD&V): Je me réjouis que la ministre soit prête à demander le réexamen de la décision administrative pour permettre aux parents nourriciers de prendre un congé plus important. Les parents nourriciers sont difficiles à trouver et il s'agit d'un signal important pour ce groupe.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le refus d'accorder des allocations de chômage aux demandeurs d'emploi qui exercent un mandat de dirigeant non rémunéré dans une entreprise temporaire" (n° 1477)

03.01 Maggie De Block (Open Vld): À un travailleur qui avait travaillé le nombre de jours nécessaire pour percevoir des allocations de chômage en cas de licenciement, l'ONEm a refusé le droit aux allocations parce qu'il avait exercé un mandat gratuit de gérant d'une initiative estivale unique et déficitaire. D'après l'ONEm, les gérants peuvent toujours s'octroyer une rémunération et une participation aux bénéfices, même si, globalement, l'entreprise est déficitaire. Financièrement et socialement, ce type de situation est évidemment dramatique et de tels événements nuisent à la création d'entreprises.

Pourquoi l'ONEm refuse-t-il, dans ce cas, de verser des allocations de chômage? Comment l'intéressé peut-il tout de même faire valoir ses droits au chômage? Doit-il partir de zéro pour le calcul des jours et, entre-temps, s'adresser au CPAS? La ministre sait-elle combien de personnes sont confrontées à ce problème? Que peut-on faire à l'avenir pour éviter qu'il se reproduise?

03.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Pour pouvoir recevoir des allocations de chômage, un chômeur ne peut ni travailler, ni recevoir de rémunération. Une activité qui peut s'intégrer dans le circuit économique de l'échange de biens et de services et qui n'est pas limitée à la simple gestion de son patrimoine propre est considérée comme un travail. La Cour de cassation a ainsi jugé que l'exercice d'un mandat non rémunéré d'administrateur d'une société anonyme devait être considéré comme une activité exercée pour son propre compte, et donc non compatible avec des allocations de chômage. Le versement

des allocations de chômage n'est possible que si la personne concernée remet son mandat. Le chômeur se trouvant dans cette situation a donc intérêt à mettre fin à son mandat ou à déclarer cette activité comme activité complémentaire, ce qui est possible dans un certain nombre de conditions bien précises.

Il n'existe aucune donnée détaillée sur le nombre de personnes qui ne perçoivent pas d'allocation en raison de l'exercice d'un mandat d'administrateur de société. L'ONEm ne tient pas de statistiques sur le nombre de personnes qui n'ont pas introduit de dossier de demande auprès de l'ONEm. En 2008 et 2009, respectivement 1 537 et 8 968 personnes ont vu leur demande rejetée en raison d'un cumul de revenus ou de l'exercice d'une activité incompatible avec une allocation.

Le but de cette disposition est d'éviter l'octroi d'allocations de chômage à des personnes qui exercent des responsabilités au sein d'une entreprise commerciale. Je suis d'autre part parfaitement consciente que cette disposition peut s'avérer fâcheuse dans certains cas.

Je demanderai à mes collaborateurs d'étudier avec l'ONEm un éventuel assouplissement de cette disposition dans certaines circonstances. Je veillerai cependant au respect des principes de base de disponibilité pour le marché de l'emploi, d'absence de tout travail rémunéré et de perception d'un salaire.

03.03 Maggie De Block (Open Vld): La ministre examinera donc avec l'ONEm s'il convient de collecter des données plus précises afin de déterminer si, en l'occurrence, des allocations peuvent être versées. Soit l'information fait défaut, soit la législation en vigueur en la matière constitue une source de conflits. Les intéressés doivent évidemment rester disponibles sur le marché du travail et satisfaire aux conditions légales mais, dans certains cas, la force majeure peut réellement être invoquée.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail" (n° 1479)**

- **Mme Myriam Vanlerberghe à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la loi contre le harcèlement" (n° 1724)**

Le **président**: M. Vercamer n'est plus présent.

04.01 Myriam Vanlerberghe (sp.a): Le CNT a fourni il y a déjà longtemps de cela des avis à propos de la loi contre le harcèlement. Le principal problème semble être celui de la confiance que l'on peut mettre dans la personne de confiance. Je ne crois pas qu'il existe une formation dans ce domaine. La personne de confiance n'est par ailleurs investie d'aucune obligation.

S'est-on penché sur ce problème? Qu'est-il advenu des avis du CNT? Des auditions doivent être organisées sous peu. Serons-nous amenés à faire les mêmes constatations dans ce cadre ou des initiatives ont-elles déjà été prises?

04.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Dans le cadre de l'évaluation de la loi en 2007, des modifications ont été apportées à la formation de la personne de confiance. Il doit s'agir d'une personne compétente, disposant de toutes les qualités et connaissances nécessaires. Tout ceci a été précisé dans un arrêté royal. Je demanderai à mon administration s'il est possible d'organiser une formation pour les personnes de confiance.

Elles ont besoin d'être appuyées à plus long terme et de procéder entre elles à un partage d'informations. C'est pourquoi le SPF Emploi a mis sur pied un réseau de personnes de confiance.

En ce qui concerne la présence obligatoire d'une personne de confiance, j'attends les résultats de l'enquête. En mars, la loi dans son ensemble sera évaluée.

04.03 Myriam Vanlerberghe (sp.a): Dans la perspective de l'audition programmée ce mois-ci et de

l'évaluation de la législation qui doit avoir lieu en mars, j'espère que nous pourrons obtenir toutes les informations et les rapports. Nous devons travailler avec un maximum d'efficacité. Nous devons éviter que, dans le cadre de l'audition, chaque question soit renvoyée à l'évaluation de la loi.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la conservation obligatoire du règlement de travail dans les cabines des camions" (n° 1533)

05.01 Maggie De Block (Open Vld): Pourquoi les chauffeurs de camion sont-ils obligés de garder une copie du règlement de travail dans leur cabine? Il existe quand même des procédés plus modernes de porter le règlement de travail à la connaissance des chauffeurs.

05.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Conformément à la loi de 1965, chaque employé doit pouvoir consulter le règlement de travail à tout moment. L'employeur est par ailleurs tenu de conserver une copie du règlement partout où travaillent des salariés. Les modalités peuvent être fixées dans un arrêté royal mais cela n'a jamais été le cas.

L'objectif de cette loi est que le règlement de travail doit constituer une source d'information claire pour le travailleur et que le contrôle de la législation sociale soit intensifié. L'affichage d'un exemplaire sur le lieu de travail permet la constatation immédiate des infractions. Pour le travail à temps partiel, l'horaire de travail constitue un élément crucial du règlement de travail pour constater la fraude.

Les inspecteurs sociaux de la direction générale Contrôle des lois sociales effectuent le contrôle du respect de ces dispositions. Ils peuvent juger eux-mêmes de la nécessité de dresser un procès-verbal. C'est pourquoi une adaptation de la règle n'est pas nécessaire dans l'immédiat. Je demanderai aux partenaires sociaux s'ils souhaitent une dérogation par arrêté royal.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la commission paritaire 218 et le secteur des centres d'appel" (n° 1667)

06.01 Karolien Grosemans (N-VA): Afin de lutter contre toute concurrence déloyale entre les divers centres d'appel, il faut édicter des règles qui empêchent les entreprises de soumettre un centre d'appel à des exigences de plus en plus fortes. Une commission paritaire distincte pourrait imposer des conditions minimales faisant en sorte qu'un client ne puisse pas solliciter pour un oui ou pour un non les services d'un autre centre d'appel. Actuellement, les centres d'appel relèvent de la commission paritaire n° 218 mais ils n'y ont pas leur place.

Les employeurs ou les salariés du secteur ont-ils déjà demandé la création d'une telle commission paritaire distincte ou la ministre a-t-elle l'intention de s'en charger?

06.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Je n'ai encore reçu aucune demande des partenaires sociaux visant à créer une sous-commission paritaire pour le secteur des centres d'appel. En temps normal, une commission paritaire est créée à la suite d'une demande quoique le Roi soit aussi habilité à le faire. Si, pendant la phase de la constitution de la commission paritaire, aucune organisation représentative n'est candidate, une telle création n'a pas beaucoup de sens et le gouvernement ne peut les y contraindre.

Quant à la réglementation des conditions de travail en cas de cession de contrats, elle relève du champ d'application de la concertation collective. Il incombe dès lors aux partenaires sociaux de conclure des accords relatifs à la sécurité d'emploi en cas de départ éventuel d'un client.

La réglementation relative à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail impose un certain nombre d'obligations aux employeurs. Le contrôle du respect de ces obligations relève du contrôle du bien-être au travail.

La commission paritaire compétente n° 218 est une CP qui fonctionne bien. Je n'ai reçu aucune plainte à ce jour.

06.03 Karolien Grosemans (N-VA): La ministre peut donc créer aussi une commission paritaire.

06.04 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Je ne suis pas opposée a priori à cette création mais il faut évidemment que les partenaires sociaux m'en fassent la demande.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'activation du stage d'attente" (n° 1691)

07.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Le chômage chez les moins de 25 ans s'est accru de 11,5 % entre 2008 et 2010 dans notre pays. Une discussion sur la période d'attente et l'allocation d'attente s'impose. Alors que l'OCDE plaide pour une suppression, la ministre parle d'activation de la période d'attente.

Qu'entend-elle par-là? Ne trouve-t-elle pas que l'allocation d'attente a plutôt tendance à désactiver qu'à activer les jeunes chômeurs? Comment la ministre pense-t-elle prendre des mesures au sein d'un gouvernement en affaires courantes? Ne vaudrait-il pas mieux supprimer l'allocation d'attente et investir l'argent dans l'activation des jeunes?

07.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): L'OCDE ne nous recommande pas de supprimer l'allocation d'attente. D'après certains spécialistes du marché du travail, le système offre même des avantages. Il veille à ce que les jeunes chômeurs soient connus et puissent être accompagnés plus rapidement.

Je ne suis pas d'accord avec l'idée que l'allocation d'attente désactive les demandeurs d'emploi. Une évaluation de l'ONEm démontre que la plupart des jeunes recherchent spontanément du travail.

L'activation de la période d'attente a pour but d'encourager les jeunes à chercher activement un emploi ou à suivre une formation en échange d'une allocation d'attente – ou plutôt d'une allocation d'activation.

Une réduction des délais est envisagée dans le cadre des réformes du plan d'accompagnement de mars 2010. Les jeunes doivent faire l'objet d'une enquête directement au moment de leur inscription et être accompagnés aussi rapidement que possible. Le plan d'action individuel permet de proposer à l'intéressé une formation ou un stage en entreprise. Le chômeur qui refuse une offre de formation ou un emploi ne peut cependant pas prétendre à une allocation d'activation. La volonté de participer au circuit du travail revêt un caractère essentiel.

Je voudrais proposer une série de mesures, mais il convient d'attendre l'avènement d'un véritable gouvernement et l'éventuelle redistribution des compétences en matière d'emploi. Je suis favorable à une réforme approfondie du système des allocations de chômage en vue de lier plus nettement ces dernières au processus d'insertion.

07.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Je partage votre conviction de la nécessité d'un accompagnement rapide et intensif.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Christiane Vienne à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la règle de cumul appliquée aux artistes en matière de chômage." (n° 976)

08.01 Christiane Vienne (PS): Actuellement, lorsqu'un artiste créateur ou interprète se retrouve au chômage, il doit, lors de l'introduction de la demande d'allocations, faire une estimation du montant annuel net imposable des revenus de son activité artistique, ce qui donnera lieu à une éventuelle régularisation lors

de la réception de l'avertissement-extrait de rôle.

La réglementation en vigueur dispose que, si les revenus découlant d'une activité artistique dépassent le montant de 3 871,92 euros net par an, le montant des allocations est diminué à due concurrence. Le calcul se fait sur la base de tous les revenus qui découlent d'une "activité artistique", notamment les droits d'auteur et droits voisins.

Toutefois, il est de jurisprudence constante que les droits d'auteur ne rémunèrent pas l'activité qui a généré l'œuvre. Il n'y a donc pas lieu d'en exclure la compatibilité avec le bénéfice d'allocations de chômage.

En outre, seuls les artistes sont soumis à cette règle de cumul, ce qui est de nature à engendrer une inégalité avec les personnes qui, tout en émargeant au chômage, perçoivent des revenus tels des loyers, des dividendes ou encore des intérêts.

Quelle est votre position sur cette problématique?

08.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Nous avons une réglementation spécifique pour les artistes. Elle leur permet de bénéficier du chômage et de pouvoir exercer leurs activités sans limite de durée par jour.

Le législateur a cependant tenu à ce qu'une limitation existe en termes de revenus procurés par l'activité. L'activité créatrice reste sans incidence sur l'indemnisation aussi longtemps qu'elle ne génère aucun revenu et aussi longtemps que les revenus annuels imposables restent inférieurs à 3 949,92 euros.

Si le montant annuel imposable de ces revenus excède le montant annuel précité, l'allocation journalière sera diminuée de 1/312^e du montant excédentaire.

Je vous ai préparé différents cas, simulés selon les montants.

(La ministre communique le dossier à Mme Vienne.)

08.03 Christiane Vienne (PS): Je suis sensibilisée à la question car je constate que la vie n'est pas facile pour de très nombreux jeunes créateurs et artistes.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Christiane Vienne à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les nouveaux régimes de prépension et l'évolution du taux d'emploi des travailleurs âgés" (n° 977)

09.01 Christiane Vienne (PS): Pour obtenir une prépension "longue carrière" à l'âge de 58 ans, il est requis (depuis le 1^{er} janvier 2010) de justifier 37 années de carrière pour les hommes et 33 années pour les femmes. La condition de carrière sera encore relevée afin d'atteindre 38 années au 1^{er} janvier 2012 pour les hommes et 38 années au 1^{er} janvier 2014 pour les femmes.

L'arrêté royal du 3 mai 2007 précise que la condition de carrière sera relevée jusqu'à 40 ans au 1^{er} janvier 2015 s'il ressort d'une évaluation intermédiaire, effectuée au plus tard en 2011 par le Conseil supérieur de l'Emploi, que le taux d'emploi des travailleurs de 55 ans et plus, par rapport à 2005, n'a pas augmenté au moins une fois et demie plus vite que dans les pays qui étaient membres de l'Union européenne avant le 1^{er} mai 2004.

Ce régime de prépension sera même supprimé le 1^{er} janvier 2017 si une deuxième évaluation effectuée au plus tard en 2013 se révèle négative.

Les limites exactes de la période de référence des évaluations du taux d'emploi sont ambiguës, les dispositions en cause se contentant de mentionner des évaluations effectuées "au plus tard" en 2011 et 2013.

Pourquoi "au plus tard"? Ces évaluations devront-elles être effectuées ou bien s'agit-il d'une simple possibilité laissée à l'appréciation du gouvernement? Estimez-vous opportun de procéder à cette évaluation en 2011? Pouvez-vous nous fournir des éléments chiffrés sur l'évolution de l'emploi des aînés?

09.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): La réglementation actuellement en vigueur prévoit que la carrière requise dans le cadre de la prépension à 58 ans sera revue à la hausse à partir de 2015, s'il ressort que le taux d'emploi des 55 ans et plus aura insuffisamment progressé. En 2012, le passé professionnel dans le cadre des régimes de prépension à 58 ans et 60 ans sera à nouveau revu à la hausse. L'évaluation aura lieu en 2011, la période maximale à prendre en considération étant donc 2005-2010. La comparaison est réalisée avec quatorze autres pays où les effets de la crise économique se font sentir d'une manière globalement identique.

La réglementation mentionne que l'âge sera à nouveau relevé s'il ressort d'une évaluation que c'est nécessaire.

Pour les travailleurs âgés, je vous ai communiqué les données d'Eurostat pour 2005. Nous devons travailler avec des mesures ciblées dans les trois Régions où les situations sont chaque fois très différentes.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les dépenses passives en matière de politique de l'emploi" (n° 1000)

10.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Il y a quelque temps, l'institut de recherche Eurofound a présenté les résultats de son étude sur les politiques de l'emploi menées au sein de l'Union européenne. Les chiffres sont déconcertants. La Belgique a le douteux privilège d'occuper la tête du peloton européen pour ce qui est des dépenses en matière de politique de l'emploi. Cela démontre le caractère non rentable de la politique actuelle, caractérisée par une surdose de dépenses passives en matière de chômage.

Quelle lecture la ministre fait-elle de ce rapport? Quels sont à ses yeux les principaux problèmes de la politique fédérale en matière d'emploi et d'allocations de chômage? Pourquoi les dépenses sont-elles tellement plus élevées dans notre pays qu'ailleurs et pourquoi les résultats obtenus ne sont-ils pas meilleurs?

10.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Au cours des dernières années, notre politique en matière d'emploi a assurément apporté une réponse efficace à la crise. Entre le troisième trimestre de 2008 et le troisième trimestre de 2010, le taux de chômage a augmenté de 1,4 % en Belgique contre 2,4 % dans la zone Euro. En 2008, l'emploi a augmenté de 1,6 % en Belgique, ce qui représente 76 000 emplois, contre 0,9 % dans les autres pays européens. Différentes institutions internationales et européennes considèrent que ces résultats sont en grande partie dus à nos mesures anti-crise.

J'ai pris connaissance avec intérêt du rapport d'Eurofound. Les données relatives aux politiques active et passive en matière d'emploi proviennent d'une banque de données d'Eurostat, alimentée en Belgique par le SPF Emploi et par les services des Régions et des Communautés. La méthodologie est harmonisée au niveau européen et est d'ailleurs également appliquée par l'OCDE.

Les grands problèmes du marché de l'emploi en Belgique ont été analysés récemment dans le cadre du Programme national de réforme élaboré conformément à la stratégie européenne pour l'emploi. Nos charges sur le travail faiblement rémunéré sont les plus élevées d'Europe. Par ailleurs, le marché belge de l'emploi n'est pas suffisamment accessible à différents groupes cibles, notamment les travailleurs âgés, les jeunes, les personnes d'origine étrangère et les personnes handicapées.

Les compétences des travailleurs sont insuffisamment adaptées aux activités économiques de demain tandis que les efforts de formation laissent à désirer. Le prolongement de l'activité professionnelle n'est pas assez

encouragé.

Les autres pays européens sont confrontés aux mêmes problèmes. Les dépenses liées à la politique passive sont toutefois plus élevées chez nous car notre système de chômage prend énormément de personnes en charge: l'allocation est de durée illimitée et peut être obtenue notamment sur la base des études. Les allocations de prépension sont également incluses dans les dépenses passives. En revanche, tous les ministres belges de l'Emploi associent volontairement le versement des allocations à une politique de réintégration au marché de l'emploi. Nos dépenses passives comportent donc un composant très actif!

D'après Mme Van Eetvelde, notre politique ne serait pas efficace. Les dépenses passives sont destinées en premier lieu à soutenir les revenus pendant les périodes sans travail. Comment peut-on en mesurer l'efficacité? De même, il n'est pas si simple d'évaluer l'efficacité des différentes mesures en matière de politique active.

Je retiens en tout cas du rapport qu'en période de crise économique, il est préférable de ne pas détricoter les mesures actives. Nous allons donc encore mieux suivre et accompagner les demandeurs d'emploi, comme je l'ai proposé dans l'accord de coopération entre le gouvernement et les Régions.

10.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): En réalité, nous partageons la même préoccupation: il convient de transformer le plus possible l'état passif du chômage en la recherche active d'un emploi.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **Mme Zuhal Demir** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les mesures anti-crise" (n° 1017)
- **M. Stefaan Vercamer** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la mise en œuvre des mesures anti-crise" (n° 1369)
- **Mme Meryame Kitir** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prime de crise" (n° 1556)

Le **président**: Les questions n° 1369 de M. Vercamer et n° 1556 de Mme Kitir sont transformées en questions écrites.

11.01 **Zuhal Demir** (N-VA): Le Parlement a prolongé les mesures anti-crise jusqu'au 31 janvier 2011. Un accord sur des mesures anti-crise plus spécifiques a-t-il déjà été conclu lors de la concertation sociale?

11.02 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): Les partenaires sociaux se sont réunis hier pour la première fois. Il semble que le climat des discussions soit relativement positif. Nous attendons les résultats de la concertation sociale. Si les résultats sont tangibles, la prorogation est peut-être envisageable.

11.03 **Zuhal Demir** (N-VA): Je crains qu'en l'absence d'accord fin janvier, nous ne soyons contraints de proroger les mesures anti-crise.

11.04 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): J'étais favorable à une prorogation plus longue.

L'incident est clos.

12 Question de **M. Karel Uyttersprot** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le coordinateur de sécurité" (n° 1088)

12.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): La désignation d'un coordinateur de sécurité est obligatoire lorsque plusieurs entrepreneurs travaillent sur un même chantier. L'engagement d'un coordinateur de sécurité coûte environ 2,5 % de la valeur totale de la construction. Il s'agit donc d'un surcoût important pour le maître d'ouvrage.

L'objectif de cette disposition – la prévention d'accidents – est-il atteint? Qui est censé superviser la mission du coordinateur de sécurité? Quelle est sa responsabilité en cas d'accident? Des plaintes ont-elles déjà été déposées pour manque de coordination sur un chantier?

12.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): L'obligation de désigner un coordinateur de sécurité a sans aucun doute contribué à réduire le nombre d'accidents de chantier. Je ne dispose cependant pas de statistiques spécifiques montrant dans quelle mesure le coordinateur a permis de réduire le nombre d'accidents. Treize accidents mortels ont été recensés en 2009, contre 17 en 2008.

L'obligation de désigner un coordinateur de sécurité découle d'une directive européenne. Dans son évaluation, la Commission européenne a déclaré qu'elle n'entendait pas remettre en question cette obligation, ajoutant que la directive permettait une forte simplification de la coordination. J'estime que nous devons user de cette dernière possibilité. Par ailleurs, il convient de mieux définir les responsabilités et de clarifier la situation en ce qui concerne la désignation d'un maître d'œuvre sur le chantier. J'ai annoncé ces divers éléments dans ma dernière note de politique générale, mais je ne puis guère agir dans le cadre d'un gouvernement en affaires courantes.

Le maître de l'ouvrage ou, pour les chantiers de dimensions plus modestes, l'architecte désigne les coordinateurs. Il doit veiller à ce que les coordinateurs s'acquittent convenablement de leur tâche. Toutes les parties qui ont été définies dans la réglementation relative au bien-être sont tenues d'accomplir correctement leurs missions. Dans le cas contraire, elles peuvent être l'objet de poursuites pénales.

Les coordinateurs peuvent être l'objet des mêmes poursuites qu'un service externe de prévention et de protection au travail. Un coordinateur peut voir sa responsabilité engagée pour certaines fautes et il doit donc conclure une assurance le couvrant pour ces fautes.

Les plaintes formelles sont toujours l'objet d'un examen anonyme par l'inspection du travail. En 2009, 79 plaintes ont été examinées. Quarante d'entre elles étaient fondées. En 2008, 110 plaintes, dont 46 fondées, ont été examinées. Les plaintes ayant trait à une mauvaise coordination ne sont pas l'objet d'une inclusion distincte dans les statistiques.

Lors d'une campagne menée en 2009, l'inspection du travail a rendu visite à 90 promoteurs et a constaté à cette occasion des manquements importants sur le plan de la coordination. Le rapport annuel publié sur le site web contient davantage d'informations.

12.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Compte tenu du coût lié à la désignation d'un coordinateur de sécurité, il me semble néanmoins utile d'étudier les effets produits par une telle désignation.

L'incident est clos.

13 Questions jointes de

- **M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'évolution de l'apprentissage industriel (AI) et du contrat d'apprentissage industriel (CAI)" (n° 1106)**
- **M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'évolution de l'apprentissage industriel (AI) et du contrat d'apprentissage industriel (CAI)" (n° 1570)**

13.01 Karel Uyttersprot (N-VA): L'apprentissage industriel (AI) et le contrat d'apprentissage industriel (CAI) sont des méthodes idéales pour accéder au marché du travail et au monde des entreprises.

Comment a évolué le nombre d'apprentis en AI et sous CAI au cours des dernières années? Dans quels secteurs le contrat d'apprentissage industriel est-il essentiellement appliqué? Quel est le rapport entre les PME et les grandes entreprises en ce qui concerne le contrat d'apprentissage industriel des indépendants? La ministre dispose-t-elle d'une répartition régionale? L'offre et la demande concordent-elles?

13.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): L'AI est organisé au niveau des secteurs et le SPF Emploi est donc dépendant des données communiquées par les secteurs. Les déclarations faites dans le cadre de la DmfA ne sont pas absolument fiables. Les données que je vous communique ici émanent des

Communautés.

Nous voyons clairement que la crise économique a exercé un impact négatif sur le nombre de contrats d'apprentissage industriels. Les chiffres de la Communauté flamande et de la Communauté française vont dans le même sens. Les secteurs qui utilisent le plus l'AI sont l'industrie métallurgique, la construction, la filière bois, l'installation électrique et le secteur des garages.

L'enseignement professionnel à temps partiel héberge surtout des jeunes en décrochage dans le système d'enseignement traditionnel, rendant la recherche d'un stage d'apprentissage aléatoire. C'est la raison pour laquelle ils bénéficient d'un accompagnement intensif de la part d'accompagnateurs de trajet ou d'accompagnateurs. En règle générale, la demande est nettement inférieure à l'offre. Il n'y a que très peu d'employeurs qui recherchent ce type de jeunes. La grande majorité des postes de formation est créée grâce aux accompagnateurs de trajet. Nous ne disposons pas de chiffres permettant de suivre l'offre et la demande. C'est la raison pour laquelle j'ai, à la fin de l'année passée, envoyé une lettre de sorte à pouvoir prendre dans le cadre de l'AIP un engagement semblable à celui pris pour l'effort de formation global. Jusqu'à présent, aucune réponse ne nous est parvenue.

L'incident est clos.

14 Question de M. Theo Francken à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nouvel accord de coopération avec le Maroc" (n° 1165)

14.01 Theo Francken (N-VA): En novembre, la ministre a conclu un nouvel accord de coopération avec son homologue marocain. Dans le communiqué de presse, la ministre évoque une coopération fructueuse dans divers domaines.

La ministre peut-elle fournir des précisions sur cette coopération fructueuse du passé? Quel est le contenu du nouvel accord de coopération? Quelle est sa durée de validité? Quel est le coût?

Il est à présent impossible d'imposer des conditions dans le cadre d'un regroupement familial avec des ressortissants marocains en raison des accords bilatéraux des années 60 qui ont été coulés dans une loi. La quasi-totalité des partis flamands souhaitent renégocier cet accord. Les ministres Turtelboom et De Gucht ont déclaré à l'époque qu'ils enverraient un courrier pour faire suite à cette demande.

Ce sujet a-t-il été abordé lors des négociations relatives au nouvel accord de coopération?

14.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): J'ai effectivement signé un nouvel accord bilatéral avec mon homologue marocain le 22 novembre dernier, de manière à insuffler un nouvel élan à la coopération entre les deux ministères de l'Emploi. Les thèmes de la migration et du regroupement familial ne sont pas abordés dans ce cadre puisqu'il s'agit exclusivement d'un accord sur l'emploi.

Il reste au ministre de l'Emploi marocain à convenir avec le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale d'un programme de travail et à définir des projets qui se situent dans le prolongement du précédent programme. Nous œuvrons évidemment dans les limites du budget actuel de la coopération prévu au sein du budget du SPF ETCS.

Le SPF a déjà eu l'occasion de dispenser de précieuses formations à près de 300 inspecteurs du travail marocains, de manière à développer leur expertise dans le domaine des risques professionnels.

Il s'agissait aussi d'améliorer les capacités et l'expertise des inspecteurs du travail marocains dans le cadre de la prévention des conflits du travail.

Nous avons aussi contribué financièrement, à concurrence de 800 000 euros sur une période de sept ans, à la réalisation au Maroc du programme international Itec, de l'Organisation Internationale du Travail. Cette contribution belge devait soutenir la campagne nationale contre le travail des enfants et financer le traitement

des éducateurs qui se sont occupés de l'accompagnement des familles dont les enfants fréquentaient à nouveau l'école.

Je recevrai bientôt le rapport de notre administration pour adopter définitivement le programme.

14.03 Theo Francken (N-VA): L'accord de coopération n'est donc qu'une simple continuation d'un accord bilatéral existant. Je déplore au plus haut point qu'il n'ait pas été question plus tôt d'un accord bilatéral relatif à l'emploi et au regroupement familial dans le cadre de l'emploi. Bien que la précédente ministre de l'Asile et de la Migration, Mme Turtelboom, insistait voici deux ans et demi déjà sur une révision des accords bilatéraux, rien n'a encore été fait.

Il s'impose vraiment que la ministre érige la révision de l'accord bilatéral en priorité. Toutes les études consacrées au regroupement familial indiquent que les chances de réussite en matière d'emploi et de prestations scolaires des enfants sont véritablement très faibles. Le taux de chômage des personnes originaires des pays du Maghreb dans le cadre du regroupement familial et appartenant à la deuxième et à la troisième génération est de 28 %, alors que le taux de chômage normal est de 9 %.

14.04 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Cette question concerne la migration et s'adresse dès lors au secrétaire d'État. Pour ma part, je réponds aux questions concernant l'emploi.

14.05 Theo Francken (N-VA): Je ne suis pas d'accord avec vous. L'accord pour l'emploi de 1964 a été conclu par le ministre belge de l'Emploi. La ministre est donc bel et bien compétente et peut parfaitement renégocier l'accord de 1964. Si je l'interroge, le secrétaire d'État s'empressera de répondre que ces accords sont conclus par le ministre de l'Emploi en concertation avec le ministre des Affaires étrangères.

14.06 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Les compétences que vous évoquez ressortissent au secrétaire d'État.

Cette matière est entièrement liée au débat sur la migration et la révision de la législation. Ce débat correspond à une nécessité mais, en période d'affaires courantes, de nouvelles initiatives ne peuvent être prises.

14.07 Theo Francken (N-VA): Il ne s'agit nullement d'une nouvelle initiative, puisqu'elle remonte à 2008. Des propositions de loi ont été déposées en suffisance. Le regroupement familial ne peut être revu que s'il l'on s'attaque aux accords bilatéraux.

14.08 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Ce débat doit être mené dans une autre commission.

14.09 Theo Francken (N-VA): Depuis 1964, la conclusion d'accords bilatéraux en matière de regroupement familial dans le cadre du travail ressortit à la compétence du ministre de l'Emploi. En réalité, la ministre ne veut pas régler cette matière.

14.10 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Nous sommes en 2011.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 06.

De vergadering wordt geopend om 14.05 uur en voorgezeten door mevrouw Nadia Sminate.

01 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de strijd tegen de dienstenchequefraude" (nr. 1962)

01.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Er zijn thans meer dan 2.600 dienstenchequebedrijven. Ook deze sector ontsnapt niet aan fraude. Malafide bedrijven betalen bijvoorbeeld geen socialezekerheidsbijdragen en stapelen schulden op bij de RSZ. Er is ook sprake van carrousels en misbruiken in het aangeven van uren en

prestaties. Naar verluidt werpt de strijd tegen de sociale fraude in deze sector nu vruchten af.

Hoeveel en welke inbreuken werden vastgesteld sinds 2008? Welk gevolg werd daaraan gegeven? Hoeveel ondernemingen verloren hun erkenning, op basis waarvan en opgesplitst per Gewest? Hoeveel beslissingen tot terugvordering werden sinds 2008 genomen en voor welke bedragen?

Dankzij de kruising van de gegevensbanken en een betere coördinatie van de fraudebestrijding kon in 2009 meer dan 20 miljoen euro worden teruggevorderd. Hoeveel is dat in 2010 en hoeveel daarvan betreft dienstenchequefraude? Kan het saldo van de terugvorderingen worden opgesplitst naar de aard van de fraude?

Welke maatregelen werden genomen om misbruiken tegen te gaan? Wat zijn de budgettaire gevolgen sinds 2008? Wat is de prognose voor 2011 voor wat betreft zowel de aanpak van de dienstenchequefraude als de kruising van gegevensbanken, opgesplitst per fraudefenomeen?

Voorzitter: Yvan Mayeur.

01.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): De sector van de dienstencheques is een groot succes: 2.600 bedrijven, 120.000 personeelsleden en meer dan 650.000 gebruikers. Zoals elke belangrijke sector is ook deze sector fraudegevoelig. Daarom hebben wij in het eerste actieplan 2008-2009 actiepunt 52 gewijd aan de strijd tegen misbruik en fraude bij de dienstencheques. Er werd een permanente werkgroep opgericht onder het voorzitterschap van de RVA, waarin de FOD Sociale Zekerheid, de RSZ, de FOD WASO en de fiscus betrokken zijn. Zo kunnen gezamenlijk preventieve maatregelen worden genomen om misbruik en fraude zoveel mogelijk te voorkomen. Er kwam een intense samenwerking en gegevensuitwisseling tussen deze instellingen tot stand, die leidden tot gemeenschappelijke controles, die beter georganiseerd en gestructureerd zijn. Er werd ook een specifieke opleiding georganiseerd inzake dienstenchequereglementering.

De problematiek van de kruising van de beschikbare gegevensbanken werd in de werkgroep besproken. De systematische en elektronische uitwisseling tussen de verschillende betrokken instellingen wordt momenteel ontwikkeld. Dankzij deze uitwisseling krijgt men een volledig beeld van de sociale en fiscale schulden van de betrokken ondernemingen.

Dankzij deze werkgroep kon het aantal controles ook worden opgevoerd.

De sociale inspectiediensten besteden nu ook meer aandacht aan fraudepreventie. Sinds eind mei 2009 worden alle zaakvoerders die een erkenningsaanvraag indienen door de RVA uitgenodigd op een centrale infosessie, waar gedetailleerd de rechten en plichten van het dienstenbedrijf worden uiteengezet. Elke nieuwe onderneming krijgt binnen de maand het bezoek van een controleur en vooraf wordt gecontroleerd of er personeel is ingeschreven en of het aantal dienstencheques wel strookt met het aantal gepresteerde uren. Als dit niet het geval is, dan volgt er geen betaling. Ook de arbeidsovereenkomsten, de uitgevoerde activiteiten, het arbeidsreglement en andere zaken worden geverifieerd.

Naast deze eerste controles zijn er ook grondige doorlichtingen op basis van klachten, fraudedetectie en steekproeven. Het aantal grondige controles wordt stelselmatig opgevoerd. In 2008 werden 300 dienstenchequeondernemingen grondig gecontroleerd. In 2009 waren dat er 457, in 2010 meer dan 600. Iedere sector met een grote tewerkstelling, een grote omzet en overheidstoelagen is gevoelig voor fraude. Wij proberen fraude en misbruiken zo weinig mogelijk kansen te geven.

In 2008 waren er 181 inbreuken, in 2009 204 en voor 2010 is het voorlopige cijfer 228. Er zijn geen gedetailleerde cijfers beschikbaar, maar er wordt wel een onderscheid gemaakt tussen administratieve inbreuken en zware inbreuken zoals het uitvoeren van niet-toegestane activiteiten of het uitvoeren van activiteiten op niet-toegestane locaties.

Onder administratieve inbreuken vallen bijvoorbeeld het niet-respecteren van de arbeidsovereenkomsten of het afleveren van dienstencheques voor de prestaties zijn verricht.

Tot nog toe waren er 70 intrekkingen, waarvan 63 ambtshalve intrekkingen wegens schulden bij de RSZ of de RVA en 7 op advies van de erkenningscommissie. Het is er ons vooral om te doen de verliezen voor de overheid of de sociale zekerheid te beperken en te recupereren. Er is echt wel een probleem wanneer een dienstenchequebedrijf geld van de overheid ontvangt, maar geen of onvoldoende sociale bijdragen betaalt. Daartegen wordt opgetreden.

Voor 2008 waren er 43 terugvorderingen voor een bedrag van 2.949.499 euro. Voor 2009 waren er 35 terugvorderingen voor 3.584.829 euro en tot 30 september 2010 waren er 93 terugvorderingen voor 3.820.874 euro. Het totaal voor 2010 wordt op 5,5 miljoen euro geraamd. Voor 2011 is de raming 4 miljoen euro als gevolg van de verbeterde administratieve opvolging, betere controle en vermindering van de misbruiken en fraude.

Er is dus een belangrijke vooruitgang geboekt en de toekomstperspectieven zijn gunstig.

01.03 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Wanneer komt de automatische elektronische gegevensuitwisseling tot stand? Wat is de specifieke oorzaak van de verdubbeling van het aantal terugvorderingen en van het sterk gestegen terugvorderingssaldo?

01.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): Wat de gegevensuitwisseling betreft, is er een juridisch en een technisch aspect. De machtigingen zijn grotendeels toegekend. Aan de software wordt nog gewerkt.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.22 uur tot 15.28 uur.

02 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het ouderschapsverlof en pleegverlof voor pleegouders" (nr. 741)**

02.01 **Sonja Becq** (CD&V): Pleegouders vangen kinderen doorgaans tijdelijk op. Sommige pleegouders vragen ouderschapsverlof aan bij de RVA. Blijkbaar geeft de RVA thans geen ouderschapsverlof meer en krijgen de pleegouders ook de eraan gekoppelde vergoeding niet meer. De RVA beroept zich op een gebrek aan wettelijke basis om het ouderschapsverlof voor pleegouders te weigeren. Pleegouders zijn immers geen wettelijke ouders. Naar aanleiding van die gewijzigde situatie hebben pleegouders terecht hun maatschappelijk belangrijke taak nogmaals in de schijnwerpers gezet. Zij vinden dat zij recht hebben op ouderschapsverlof, gezien de belangrijke taak die zij vervullen en het engagement dat zij nemen door jongeren tijdelijk op een goede manier op te vangen. Anderzijds bestaat er ook zoets als een beperkt pleegverlof, een omstandigheidsverlof van zes dagen, specifiek bedoeld voor bijzondere situaties, waarop pleegouders wel een beroep kunnen doen.

Wanneer pleegouders voor een langere periode kinderen opvangen moeten zij toch evenzeer als de wettelijke ouders een beroep kunnen doen op allerlei rechten?

Welke beslissingen nam de RVA in 2010, vooraleer het ouderschapsverlof voor pleegouders plotseling werd geweigerd? Hoeveel aanvragen werden ingediend, hoeveel geweigerd en toegestaan? Bestaat er bij de RVA een tendens om het ouderschapsverlof niet meer toe te kennen aan pleegouders en zo ja, op welke basis?

Is het mogelijk het pleegverlof uit te breiden of te versoepelen? Wat is het standpunt van de minister daarover? Zijn daar eventueel financiële berekeningen rond gemaakt?

02.02 Minister **Joëlle Milquet** (Nederlands): Niemand ontkent het belang van pleegouders. Door een administratieve beslissing kunnen zij echter sinds juni 2010 geen beroep meer doen op ouderschapsverlof, maar enkel nog op pleegverlof. Ik weet niet over hoeveel kinderen en pleegouders het gaat, maar ik wil laten

nagaan of het mogelijk is pleegouders ook ouderschapsverlof te geven. Het gaat immers maar om een beperkt aantal gevallen per jaar. Ik laat de RVA bekijken of dit tijdens een periode van lopende zaken kan worden aangepast. Het probleem ligt vooral in de interpretatie van het woord 'kind', maar duidelijk is dat mensen die zich maatschappelijk engageren, niet mogen worden benadeeld.

02.03 Sonja Becq (CD&V): Het is positief dat de minister de administratieve beslissing wil laten herbekijken om pleegouders meer ruimte te geven om verlof op te nemen. Men vindt moeilijk pleegouders en dit is een belangrijk signaal voor die groep.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de weigering van werkloosheidsuitkeringen aan werkzoekenden die een onbezoldigd zaakvoerdermandaat vervullen in een tijdelijke onderneming" (nr. 1477)

03.01 Maggie De Block (Open Vld): Aan een werknemer die het vereiste aantal arbeidsdagen had verricht om bij ontslag een werkloosheidsuitkering te ontvangen, weigerde de RVA de uitkering omdat hij een onbezoldigd mandaat van zaakvoerder heeft gehad in een eenmalig en verlieslatend zomerinitiatief. Volgens de RVA kunnen zaakvoerders zichzelf immers altijd een loon uitkeren en delen in de winst, zelfs al is de hele onderneming verlieslatend. Financieel en sociaal is zo iets natuurlijk dramatisch en dergelijke voorvallen fnuiken het ondernemerschap.

Waarom weigert de RVA in een dergelijk geval een werkloosheidsuitkering te betalen? Hoe kan de betrokkene dan toch nog een recht doen gelden op de werkloosheidsuitkering? Moet hij zijn dagen van nul af aan opnieuw opbouwen en zich ondertussen wenden tot het OCMW? Weet de minister hoeveel mensen met dit probleem worden geconfronteerd? Wat kan in de toekomst worden gedaan om dit te vermijden?

03.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Om een uitkering te ontvangen mag de werkloze geen arbeid verrichten of loon krijgen. Een activiteit voor zichzelf, die kan worden ingeschakeld in het economisch verkeer van goederen en diensten en niet is beperkt tot het gewoon beheer van het eigen bezit, wordt beschouwd als arbeid. Het Hof van Cassatie heeft geoordeeld dat de uitoefening van een onbezoldigd mandaat van zaakvoerder van een naamloze vennootschap moet worden beschouwd als een activiteit voor eigen rekening, die niet kan samengaan met een werkloosheidsuitkering. Een uitkering kan pas als hieraan een einde komt. Men kan dus best het mandaat beëindigen als men uitkeringsgerechtigd werkloos is, of de activiteit aangeven als nevenactiviteit, wat kan onder een aantal welomschreven wettelijke voorwaarden.

Er zijn geen gedetailleerde gegevens over het aantal personen dat geen uitkeringen ontvangt omwille van een mandaat als beheerder van een vennootschap. De RVA houdt geen informatie bij over het aantal personen dat geen aanvraagdossier indiende bij de RVA. In 2008 en 2009 werden respectievelijk 1.537 en 8.968 personen niet toegelaten omdat zij een inkomen of een strijdige activiteit cumuleren met een uitkering.

Het doel van de bepaling is te vermijden dat werkloosheidsuitkeringen worden toegekend aan personen die binnen een handelsvennootschap een verantwoordelijkheid opnemen. Anderzijds besef ik dat deze bepaling in sommige gevallen nefast kan zijn.

Ik zal mijn medewerkers vragen om samen met de RVA een mogelijkheid tot versoepeling van die bepaling te onderzoeken in bepaalde omstandigheden. Ik zal alleszins waken over een vrijwaring van de basisprincipes van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt en het niet-verrichten van arbeid of ontvangen van loon.

03.03 Maggie De Block (Open Vld): De minister zal dus samen met de RVA nakijken of duidelijker gegevens nodig zijn om uit te maken of in het bewuste geval een uitkering mogelijk is. Ofwel is er een gebrek aan informatie, ofwel is er sprake van veel conflicten over de wetgeving ter zake. De betrokkenen moeten inderdaad beschikbaar blijven voor de arbeidsmarkt en moeten voldoen aan de wettelijke bepalingen, maar in sommige gevallen is er echt wel sprake van overmacht.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Stefaan Vercamer** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk" (nr. 1479)

- mevrouw **Myriam Vanlerberghe** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de antipestwet" (nr. 1724)

De **voorzitter**: De heer Vercamer is niet meer aanwezig.

04.01 Myriam Vanlerberghe (sp.a): De NAR gaf lang geleden adviezen over de antipestwet. Het grote probleem blijkt het vertrouwen in de vertrouwenspersoon. Ik denk niet dat er daarvoor een opleiding bestaat. Een vertrouwenspersoon heeft ook geen enkele verplichting.

Werd deze problematiek onderzocht? Is er iets gebeurd met de adviezen van de NAR? Binnenkort vinden er hoorzittingen plaats. Zullen wij daar opnieuw tot dezelfde vaststelling komen of werden er al initiatieven genomen?

04.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Naar aanleiding van de evaluatie van de wet in 2007 zijn er wijzigingen aangebracht in verband met de opleiding van de vertrouwenspersoon. Die moet bekwaam zijn en over de nodige vaardigheden en kennis beschikken. Dit wordt verder uitgeklaard in een KB. Ik zal aan mijn administratie vragen of het mogelijk is een vorming te organiseren voor de vertrouwenspersonen.

Zij hebben vooral nood aan ondersteuning op langere termijn en aan het delen van hun ervaringen met elkaar. Daarom heeft de FOD Werkgelegenheid een netwerk voor vertrouwenspersonen opgericht.

Wat de verplichte aanwezigheid van een vertrouwenspersoon betreft, wacht ik op de resultaten van het onderzoek. In maart wordt de volledige wet geëvalueerd.

04.03 Myriam Vanlerberghe (sp.a): Omdat er deze maand een hoorzitting gepland is en in maart een evaluatie van de wetgeving, hoop ik dat we alle informatie en verslagen kunnen ontvangen. We moeten zo efficiënt mogelijk te werk gaan. Het is niet de bedoeling dat tijdens de hoorzitting op elke vraag wordt verwezen naar de evaluatie van de wet.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de verplichte bewaring van het arbeidsreglement in vrachtwagencabines" (nr. 1533)

05.01 Maggie De Block (Open Vld): Waarom zijn vrachtwagenchauffeurs verplicht om een afschrift van het arbeidsreglement in hun cabine te leggen? Er zijn toch modernere middelen mogelijk om de chauffeurs te informeren over het arbeidsreglement?

05.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Volgens de wet van 1965 moet elke werknemer op elk ogenblik inzage kunnen hebben in het arbeidsreglement. De werkgever moet bovendien op elke plaats waar hij werknemers tewerkstelt een afschrift van het arbeidsreglement bijhouden. De nadere regeling kan in een KB worden vastgelegd, maar dat is nog niet gebeurd.

De bedoeling van deze wet is dat het arbeidsreglement een duidelijke bron van informatie voor de werknemer moet zijn en dat de controle op de sociale wetgeving verhoogd wordt. Een afschrift op de plaats van tewerkstelling laat de onmiddellijke vaststelling van inbreuken toe. Bij deeltijdse arbeid is het werkrooster een cruciaal element in het arbeidsreglement om fraude vast te stellen.

De controle op de naleving van deze bepalingen gebeurt door de sociale inspecteurs van de algemene directie Toezicht op Sociale Wetten. De sociale inspecteurs mogen zelf oordelen of het nodig is om een pv op te stellen. Een aanpassing van de regel is daarom niet onmiddellijk nodig. Ik zal de sociale partners vragen of zij via een KB een afwijking willen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het paritair comité 218 en de sector van de callcenters" (nr. 1667)

06.01 Karolien Grosemans (N-VA): Om een oneerlijke concurrentiestrijd tussen de diverse callcenters tegen te gaan, moeten er regels zijn die verhinderen dat bedrijven steeds meer van een callcenter gaan eisen. Een apart paritair comité kan minimumvoorwaarden opleggen, waardoor de klant niet zomaar naar een ander callcenter kan overstappen. Callcenters vallen nu onder het paritair comité 218, maar passen daar eigenlijk niet in.

Hebben de werkgevers of werknemers van de sector al ooit gevraagd om zo een apart paritair comité op te richten of zal de minister dat vanzelf doen?

06.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik heb nog geen verzoek van de sociale partners gekregen om een paritair subcomité op te richten voor de sector van de callcenters. Normaal gebeurt dat op basis van zo'n verzoek, al kan de Koning het ook doen. Dat is weinig zinvol als er in de fase van de samenstelling van het comité geen representatieve organisaties kandidaat zijn. De overheid kan ze er niet toe verplichten.

Een regeling over arbeidsvoorwaarden bij overdracht van contracten behoort tot het domein van het collectieve overleg. Het komt dus aan de sociale partners toe om afspraken te maken over de werkzekerheid bij een mogelijk vertrek van een klant.

De regelgeving inzake de voorkoming van psychosociale belasting, legt de werkgevers een aantal verplichtingen op. De controle op de naleving van die verplichtingen valt onder de bevoegdheid van het toezicht op het welzijn op het werk.

Het bevoegde paritair comité 218 is een goed werkend paritair comité. Ik heb tot nu toe geen klachten gekregen.

06.03 Karolien Grosemans (N-VA): Ook de minister kan dus een paritair comité oprichten.

06.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik sta daar voor open, maar dan moeten de sociale partners het me natuurlijk wel vragen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de activering van de wachttijd" (nr. 1691)

07.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): De werkloosheid bij min-25-jarigen is in ons land gestegen met 11,5 procent tussen 2008 en 2010. De discussie over de wachttijd en de wachtuitkering dringt zich op. Hoewel de OESO pleit voor een afschaffing, spreekt de minister over een activering van de wachttijd.

Wat bedoelt zij daarmee? Vindt zij ook niet dat de wachtuitkering werkloze jongeren veeleer deactiveert in plaats van activeert? Hoe wil de minister maatregelen nemen in een regering van lopende zaken? Zou het niet beter zijn de wachtuitkering af te schaffen en het geld te investeren in de activering van jongeren?

07.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De OESO beveelt ons niet aan de wachtuitkering af te schaffen. Volgens sommige arbeidsmarktspecialisten biedt het systeem zelfs voordelen. Het zorgt ervoor dat werkloze jongeren gekend zijn en sneller kunnen worden begeleid.

Ik ga er niet mee akkoord dat de wachtuitkering werkzoekenden deactiveert. Uit een evaluatie van de RVA blijkt dat de meeste jongeren zelf spontaan op zoek gaan naar werk.

De activering van de wachttijd betekent dat de jongere actief op zoek moet gaan naar werk of een opleiding en in ruil daarvoor een wachtuitkering – of liever activeringsuitkering – krijgt.

In het kader van de hervormingen van het begeleidingsplan van maart 2010 wordt een inkorting van de termijnen overwogen. Jongeren moeten direct bij hun inschrijving worden gescreend en zo snel mogelijk een aangepaste begeleiding krijgen. Via een individueel actieplan kunnen voorstellen worden gedaan, zoals een opleiding of bedrijfsstage. Wie echter niet ingaat op dit opleidingsaanbod of de aangeboden job, kan geen aanspraak maken op een activeringsuitkering. De bereidheid om deel te nemen aan het arbeidsproces is cruciaal.

Ik heb een aantal voorstellen, maar het is wachten op een echte regering en op een eventuele herverdeling van de bevoegdheid inzake werkgelegenheid. Ik ben voorstander van een diepgaande hervorming van het systeem van werkloosheidsuitkeringen, met een duidelijkere link naar het inschakelingsproces.

07.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Ik ga ermee akkoord dat een snelle en intensieve begeleiding noodzakelijk is.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de cumulatieregeling voor werkloze kunstenaars" (nr. 976)**

08.01 **Christiane Vienne** (PS): Wanneer een scheppend of uitvoerend kunstenaar momenteel werkloos wordt, moet hij, bij het indienen van een uitkeringsaanvraag, een raming maken van het jaarlijks belastbaar nettobedrag van de inkomsten uit zijn artistieke activiteit, wat eventueel tot een regularisatie zal leiden bij ontvangst van het aanslagbiljet.

De vigerende reglementering bepaalt dat, indien de inkomsten die voortvloeien uit een artistieke activiteit, het bedrag van 3.871,92 euro netto per jaar overschrijden, het bedrag van de uitkeringen evenredig verminderd wordt. De berekening gebeurt op grond van alle inkomsten uit een 'artistieke activiteit', met name auteursrechten en naburige rechten.

De vaste rechtspraak stelt echter dat de auteursrechten geen vergoeding zijn voor de activiteit die het werk tot stand bracht. Er is dus geen reden om te stellen dat ze niet verenigbaar zijn met de werkloosheidsuitkeringen.

Bovendien zijn enkel de kunstenaars onderworpen aan die cumulatieregel, wat een ongelijkheid tot stand kan brengen met personen die stempelen en tegelijk inkomsten verkrijgen zoals huurgelden, dividenden of interesten.

Wat is uw standpunt hierover?

08.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Er is een specifieke regelgeving voor kunstenaars, waardoor dezen aanspraak kunnen maken op een werkloosheidsuitkering en hun activiteiten dagelijks zonder tijdsbeperking kunnen uitvoeren.

De wetgever legde echter per activiteit een beperking inzake inkomsten op. Een scheppende activiteit heeft

geen gevolgen voor de uitkering zolang zij geen inkomsten oplevert en het belastbaar jaarinkomen onder 3.949,92 euro blijft.

Als het belastbaar jaarinkomen van deze inkomsten het voornoemde jaarlijkse bedrag overschrijdt, zal de dagvergoeding met $1/312^{\text{ste}}$ van het teveel worden verminderd.

Ik heb een aantal simulaties voorbereid, met verschillende bedragen.

(De minister overhandigt het dossier aan mevrouw Vienne.)

08.03 **Christiane Vienne** (PS): Ik stel vast dat heel veel jonge kunstenaars en artiesten het moeilijk hebben en daarom gaat deze kwestie mij ter harte.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de nieuwe brugpensioenstelsels en de evolutie van de werkgelegenheidsgraad van de oudere werknemers" (nr. 977)**

09.01 **Christiane Vienne** (PS): Om op 58-jarige leeftijd aanspraak te kunnen maken op het brugpensioen-lange loopbaan moet men (sinds 1 januari 2010) een 37-jarige (mannen) of 33-jarige loopbaan (vrouwen) kunnen voorleggen. De loopbaanvereiste zal vanaf 1 januari 2012 voor de mannen en vanaf 1 januari 2014 voor de vrouwen nog worden opgetrokken tot 38 jaar.

Het koninklijk besluit van 3 mei 2007 bepaalt dat de loopbaanvereiste zal worden opgetrokken tot 40 jaar vanaf 1 januari 2015, indien uit een tussentijdse evaluatie, uiterlijk in 2011 uitgevoerd door de Hoge Raad voor Werkgelegenheid, blijkt dat de evolutie van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers van 55 jaar en ouder ten opzichte van 2005 niet minstens anderhalve keer zo snel gegroeid is als in de landen die vóór 1 mei 2004 lidstaat waren van de Europese Unie.

Indien uit een tweede evaluatie, uiterlijk in 2013, blijkt dat die evolutie niet minstens anderhalve keer zo snel is gegroeid, zal dit brugpensioenstelsel zelfs worden afgeschaft op 1 januari 2017.

De exacte grenzen van de referentieperiode voor de evaluaties van de werkgelegenheidsgraad zijn onduidelijk. In het koninklijk besluit wordt er immers enkel gezegd dat de evaluaties uiterlijk in 2011 en 2013 moeten worden uitgevoerd.

Waarom 'uiterlijk'? Moeten die evaluaties verplicht worden uitgevoerd of gaat het enkel om een mogelijkheid, waarvan de uitvoering aan het oordeel van de regering wordt overgelaten? Acht u het wenselijk deze evaluatie in 2011 uit te voeren? Kan u ons cijfers bezorgen met betrekking tot de evolutie van de tewerkstellingsgraad van de oudere werknemers?

09.02 **Minister Joëlle Milquet** (Frans): Overeenkomstig de vigerende regelgeving zal de loopbaanvereiste in het kader van het brugpensioen op 58 jaar vanaf 2015 opgetrokken worden als blijkt dat de werkgelegenheidsgraad van de werknemers van 55 jaar en ouder niet snel genoeg gegroeid is. In 2012 zal het aantal jaren beroepsverleden in het kader van de stelsels voor brugpensioen op 58 en 60 jaar opnieuw worden opgetrokken. In 2011 zal er een evaluatie uitgevoerd worden. De maximumperiode waarmee er rekening dient te worden gehouden, is dus 2005-2010. Er wordt een vergelijking gemaakt met veertien andere landen waar de gevolgen van de economische crisis algemeen gesproken vergelijkbaar zijn.

In de regelgeving staat dat de leeftijd opnieuw zal worden opgetrokken als uit de evaluatie blijkt dat dat nodig is.

Wat de oudere werknemers betreft, heb ik u de gegevens van Eurostat voor 2005 meegedeeld. We moeten in elk van de drie Gewesten, waar de situatie erg verschillend is, gerichte maatregelen nemen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de passieve uitgaven inzake arbeidsmarktbeleid" (nr. 1000)

10.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Enige tijd geleden stelde het onderzoeksinstituut Eurofound de resultaten van zijn onderzoek inzake arbeidsmarktbeleid binnen de Europese Unie voor. De cijfers zijn confronterend. België heeft de bedenkelijke eer om binnen de EU de koploper te zijn van uitgaven inzake arbeidsmarktbeleid. Dat wijst erop dat het huidige beleid, met een overdosis aan passieve uitgaven inzake werkloosheid, niet rendabel is.

Hoe leest de minister het rapport? Wat zijn volgens haar de pijnpunten binnen het federale arbeidsmarkt- en uitkeringenbeleid? Waarom liggen de uitgaven in ons land zoveel hoger dan in andere landen en waarom levert dat geen betere resultaten op?

10.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ons werkgelegenheidsbeleid is de voorbije jaren wel degelijk een doeltreffend antwoord op de crisis gebleken. Tussen het derde trimester van 2008 en het derde trimester van 2010 steeg de werkloosheidsgraad in België met 1,4 procent tegenover 2,4 procent in de Eurozone. De werkgelegenheid in België is in 2008 met 1,6 procent gestegen, wat met 76.000 banen overeenkomt, tegenover 0,9 procent in de andere Europese landen. Allerlei internationale en Europese instellingen schatten dat die resultaten grotendeels te danken zijn aan onze anticrisismaatregelen.

Ik heb met belangstelling kennis genomen van het rapport van Eurofound. De gegevens over het actieve en passieve werkgelegenheidsbeleid zijn gebaseerd op een databank van Eurostat, die in België door de FOD Werk en door de diensten van de Gewesten en Gemeenschappen wordt gevoed. De methodologie is op Europees niveau geharmoniseerd en wordt overigens ook door de OESO gehanteerd.

De grote pijnpunten van de Belgische arbeidsmarkt werden onlangs geanalyseerd in het kader van het Nationaal Hervormingsprogramma dat conform de Europese werkgelegenheidsstrategie werd uitgewerkt. Onze lasten op laag betaalde arbeid zijn de hoogste in Europa. De Belgische arbeidsmarkt is bovendien onvoldoende toegankelijk voor verschillende doelgroepen, zoals oudere werknemers, jongeren, personen van vreemde afkomst en personen met een handicap.

De vaardigheden van de werknemers zijn onvoldoende aangepast aan de economische activiteiten van de toekomst, terwijl de vormingsinspanningen stagneren. Langer werken wordt daarenboven nog steeds onvoldoende aangemoedigd.

De andere Europese landen kennen overigens dezelfde pijnpunten. Wel liggen de uitgaven voor het passief beleid bij ons hoger, omdat ons werkloosheidsstelsel heel veel personen ten laste neemt: de uitkering is van onbeperkte duur en kan ook op basis van studies worden verkregen; bovendien worden ook de uitkeringen voor brugpensioenen opgenomen in de passieve uitgaven. Daar staat tegenover dat alle Belgische ministers van Werk de toekenning van uitkeringen bewust koppelen aan een reïntegratiebeleid op de arbeidsmarkt. Onze passieve uitgaven hebben dus een heel actieve component!

Mevrouw Van Eetvelde vindt ons beleid niet doeltreffend. De bedoeling van de passieve uitgaven is in de eerste plaats het inkomen te ondersteunen tijdens periodes waarin er niet gewerkt wordt. Hoe kan men daar de efficiëntie van meten? Ook wat het actief beleid betreft is het niet zo eenvoudig de efficiëntie van de verschillende maatregelen te meten.

Uit het rapport onthoud ik in elk geval dat de actieve maatregelen in tijden van economische crisis beter niet worden afgebouwd. We zullen werkzoekenden dus nog beter begeleiden en volgen, zoals ik heb voorgesteld in het samenwerkingsakkoord tussen de regering en de Gewesten.

10.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Onze zorg is in feite dezelfde: passieve werkloosheid moet zoveel mogelijk worden omgebogen naar actief werk zoeken.

Het incident is gesloten.

11 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Zuhal Demir** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de anticrisismaatregelen" (nr. 1017)
- de heer **Stefaan Vercamer** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de toepassing van de anticrisismaatregelen" (nr. 1369)
- mevrouw **Meryame Kitir** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de crisispremie" (nr. 1556)

De **voorzitter**: Vraag nr. 1369 van de heer Vercamer en vraag nr. 1556 van mevrouw Kitir worden omgezet in een schriftelijke vraag.

11.01 Zuhal Demir (N-VA): Het Parlement heeft de anticrisismaatregelen verlengd tot 31 januari 2011. Bereikte het sociaal overleg reeds een akkoord over meer specifieke anticrisismaatregelen?

11.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Gisteren hebben de sociale partners hun eerste vergadering gehad. Naar verluidt verlopen de gesprekken tamelijk positief. Wij wachten op de resultaten van het sociaal overleg. Als er een echt resultaat is, kunnen we misschien nog iets verlengen.

11.03 Zuhal Demir (N-VA): Mijn vrees is dat wij zonder een akkoord eind januari de anticrisismaatregelen zullen moeten verlengen.

11.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik was voorstander van een langere verlengingstermijn.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de veiligheidscoördinator" (nr. 1088)**

12.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Op werven met meer dan één aannemer moet een veiligheidscoördinator worden aangesteld. De inzet van een veiligheidscoördinator kost zo'n 2,5 procent van de bouwwaarde. Dat doet de kosten dus wel oplopen voor wie een huis bouwt.

Is de opzet – het voorkomen van ongevallen – geslaagd? Wie oefent het toezicht uit op de taak van veiligheidscoördinator? Wat is de verantwoordelijkheid van de veiligheidscoördinator als er toch een ongeval gebeurt? Zijn er al klachten ingediend over een gebrekkige coördinatie?

12.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): De verplichte aanstelling van een veiligheidscoördinator heeft zeker bijgedragen tot een vermindering van het aantal werfongevallen. Ik beschik echter niet over specifieke cijfers die aantonen in hoeverre de coördinator de ongevallen heeft doen verminderen. In 2008 waren er zeventien dodelijke ongevallen, in 2009 dertien.

De verplichte aanstelling van een veiligheidscoördinator is het gevolg van een Europese richtlijn. De Europese Commissie heeft in haar evaluatie verklaard niet te willen terugkomen op deze verplichting. Wel wijst zij op de mogelijkheden in de richtlijn om de coördinatie sterk te vereenvoudigen. Volgens mij moeten we dat doen. Daarnaast moet er een duidelijkere afbakening van de verantwoordelijkheden komen en de aanduiding van een bouwdirectie op de werf. Ik heb deze zaken aangekondigd in mijn laatste beleidsnota, maar in een regering van lopende zaken kan ik niet veel doen.

De opdrachtgever – of voor kleinere werven de architect – stelt de coördinatoren aan. Hij moet erop toezien dat de coördinatoren hun werk naar behoren uitvoeren. Alle partijen die gedefinieerd zijn in de welzijnsreglementering, moeten hun taken correct uitvoeren. Anders kunnen zij strafrechtelijk worden vervolgd.

De coördinatoren kunnen op dezelfde manier worden vervolgd als een externe dienst voor preventie en

bescherming op het werk. De coördinator kan aansprakelijk worden gesteld voor bepaalde fouten en moet hiervoor een verzekering afsluiten.

Formele klachten worden altijd anoniem onderzocht door de arbeidsinspectie. In 2009 werden 79 klachten onderzocht, 40 ervan waren gegrond. In 2008 werden er 110 onderzocht, waarvan 46 gegrond. Klachten over een gebrekkige coördinatie worden niet apart opgenomen in de statistieken.

Tijdens een campagne in 2009 bezocht de arbeidsinspectie 90 promotoren en stelde belangrijke coördinatietekortkomingen vast. Meer informatie is te vinden in het jaarverslag op de website.

12.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Gezien de kostprijs van een aanstelling van een veiligheidscoördinator, lijkt het mij toch nuttig het effect ervan te onderzoeken.

Het incident is gesloten.

13 Samengevoegde vragen van

- de heer Karel Uyttersprot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de evolutie van het industrieel leerlingwezen (ILW) en het industrieel leercontract (ILC)" (nr. 1106)

- de heer Karel Uyttersprot aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de evolutie van het industrieel leerlingwezen (ILW) en het industrieel leercontract (ILC)" (nr. 1570)

13.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Het industrieel leerlingwezen (ILW) en het industrieel leercontract (ILC) zijn perfecte methodes voor aansluiting op de arbeidsmarkt en het bedrijfsleven.

Hoe evolueerde het aantal leerlingen in het ILW en het ILC tijdens de jongste jaren? In welke sectoren wordt het ILC voornamelijk toegepast? Wat is de verhouding tussen kmo's en grote bedrijven ten opzichte van het ILC bij zelfstandigen? Heeft de minister een regionale indeling? Lopen vraag en aanbod gelijk?

13.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Het ILW wordt georganiseerd op het niveau van de sectoren en de FOD Werk is dus afhankelijk van de gegevens die de sectoren meedelen. De aangiffes in het kader van de DmfA zijn echter niet echt betrouwbaar. De gegevens die ik hier meedeel komen van de Gemeenschappen.

We zien duidelijk dat de economische crisis een negatieve impact heeft gehad op het aantal industriële leercontracten. De cijfers van de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap zijn gelijklopend. De sectoren die het meest gebruik maken van het ILW zijn de metaalverwerkende nijverheid, de bouw, de houtverwerkende nijverheid, de elektriciteitsinstallatie en de garagesector.

Het deeltijds beroepsonderwijs wordt voornamelijk bevolkt door jongeren die afgehaakt hebben in het traditionele onderwijsstelsel en het is dus niet evident dat deze jongeren een leerwerkplek vinden. Daarom worden ze intensief begeleid door trajectbegeleiders of accompagnateurs. Over het algemeen is de vraag veel kleiner dan het aanbod. Er zijn bitter weinig werkgevers die zelf dergelijke jongeren zoeken. Het leeuwendeel van de opleidingsplaatsen komt tot stand dankzij de trajectbegeleiders. We beschikken niet over cijfers waardoor vraag en aanbod kunnen worden opgevolgd. Daarom heb ik einde vorig jaar een brief verstuurd, zodat we in het IPA een engagement kunnen opnemen dat gelijkaardig is aan dat voor de vormingsinspanningen. Tot nu toe heb ik nog geen antwoord ontvangen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het nieuwe samenwerkingsakkoord met Marokko" (nr. 1165)

14.01 Theo Francken (N-VA): In november heeft de minister een nieuw samenwerkingsakkoord gesloten met haar Marokkaanse collega. In het persbericht spreekt de minister over een vruchtbare samenwerking op verschillende domeinen.

Kan de minister meer uitleg geven over deze vruchtbare samenwerking in het verleden? Wat houdt het nieuw samenwerkingsakkoord in? Hoe lang is het geldig? Wat is de kostprijs?

Door bilaterale akkoorden uit de jaren 60 die in een wet werden gegoten, is het nu onmogelijk om voorwaarden op te leggen aan een gezinshereniging met inwoners uit Marokko. Bijna alle Vlaamse partijen willen dat heronderhandelen. Indertijd hebben de ministers Turtelboom en De Gucht verklaard dat ze een brief zouden sturen om daar werk van te maken.

Is dat onderwerp ter sprake gekomen bij de onderhandelingen over het nieuw samenwerkingsakkoord?

14.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Ik heb inderdaad een nieuw bilateraal akkoord ondertekend met mijn Marokkaanse collega op 22 november jongstleden om de samenwerking tussen de beide ministeries van Werkgelegenheid een nieuw elan te geven. Migratie en gezinshereniging worden in dit kader niet behandeld, het gaat uitsluitend over werkgelegenheid.

Het Marokkaanse ministerie van Werkgelegenheid moet nu nog met de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg een werkprogramma afspreken en projecten bepalen die in het verlengde liggen van het vorige programma. Uiteraard werken we in het kader van onze huidige begroting voor samenwerking in en binnen de FOD WASO.

In het verleden heeft de FOD waardevolle vormingen kunnen geven aan ongeveer 300 Marokkaanse arbeidsinspecteurs om hun expertise in beroepsrisico's te vergroten.

Het was ook de bedoeling om de capaciteiten en de expertise te verbeteren van de Marokkaanse arbeidsinspecteurs bij het voorkomen van arbeidsconflicten.

Er waren ook onze financiële bijdragen, ter waarde van 800.000 euro over zeven jaar, voor de realisatie in Marokko van het internationale programma Itec van de Internationale Arbeidsorganisatie. Deze Belgische bijdrage diende ter ondersteuning van de nationale campagne tegen kinderarbeid en voor de lonen van de opvoeders die zich hebben ingezet voor de begeleiding van gezinnen waarvan de kinderen opnieuw school liepen.

Binnenkort krijg ik het verslag van onze administratie om het definitieve programma goed te keuren.

14.03 **Theo Francken** (N-VA): Het samenwerkingsakkoord is dus gewoon een voortzetting van een bilateraal akkoord dat al bestond. Ik betreur ten eerste dat er niet eerder is gesproken over een bilateraal akkoord met betrekking tot de tewerkstelling en de gezinshereniging in het kader van de tewerkstelling. Hoewel voormalig minister van Asiel en Migratie Turtelboom tweeënehalf jaar geleden al aandrang op een herziening van bilaterale akkoorden, is er nog niets gebeurd.

Het is echt noodzakelijk dat de minister een prioriteit maakt van de herziening van het bilateraal akkoord. Alle studies over gezinshereniging tonen aan dat de kansen op het vlak van werk en schoolprestaties van de kinderen echt heel laag zijn. De werkloosheidsgraad bij gezinsherenigers uit Maghreblanden van de tweede en derde generatie bedraagt 28 procent, terwijl de werkloosheidsgraad normaal 9 procent is.

14.04 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Dat gaat over migratie en is een vraag voor de staatssecretaris. Ik ben hier voor werkgelegenheid.

14.05 **Theo Francken** (N-VA): Ik ben het daarmee niet eens. Het bilateraal tewerkstellingsakkoord van 1964 is door de Belgische minister van Werk gesloten. De minister is wel degelijk bevoegd en kan het akkoord van 1964 heronderhandelen. De staatssecretaris zal onmiddellijk zeggen dat die akkoorden worden afgesloten door de minister van Werk, in samenspraak met de minister van Buitenlandse Zaken.

14.06 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Dat zijn bevoegdheden van de staatssecretaris.

Deze materie is volledig verbonden met het debat over migratie en de herziening van de wetgeving. Het is

een noodzakelijk debat, maar nieuwe politieke initiatieven kunnen niet in een periode van lopende zaken.

14.07 Theo Francken (N-VA): Het is geen nieuw initiatief. Het dateert al van 2008. Er zijn wetsvoorstellen genoeg. De gezinshereniging kan alleen opnieuw worden geregeld als de bilaterale akkoorden worden aangepakt.

14.08 Minister Joëlle Milquet (*Nederlands*): Dat debat hoort in een andere commissie thuis.

14.09 Theo Francken (N-VA): De minister van Werk is sinds 1964 bevoegd voor het afsluiten van bilaterale akkoorden inzake gezinshereniging in verband met werk. De minister wil het gewoon niet regelen.

14.10 Minister Joëlle Milquet (*Nederlands*): Het is nu 2011.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.06 uur.